# Actualité fiscale - Nos sélections au 14 juin 2012

#### **Articles**

1.	Les hedge funds, réelle alternative aux investissements classiques ? par Serge Darolles, Option finance n° 177 du 11 juin 2012, p. 10.
2.	Alourdissement de la fiscalité des sociétés en Espagne et Portugal : ce qu'il faut retenir, par Agnès de l'Estoile Campi, Victor Hernan et Patrick Dewerbe, Option finance n° 177 du 11 juin 2012, pp. 20-21.
3.	Titres grevés d'un report d'imposition : la répartition d'une prime d'émission peut mettre partiellement fin au report (CE, 28/03/12, n° 323412, Herlicq, dans l'actualité fiscale du 12/04/12), par Florent Ruault, Option finance n° 177 du 11 juin 2012, p. 22.
4.	Le Conseil d'Etat va-t-il modifier sa position rigoureuse pour les apports-cession des opérations placées en sursis d'imposition ? (CAA de Versailles du 24 janvier 2012, n° 09VE02217 et 09VE02218, dans l'actualité fiscale du 29/03/12), par Jean-Christophe Bouchard, Option finance n° 177 du 11 juin 2012, p. 23.
5.	Comment comptabiliser les taxes en IFRS ?, par Isabelle Andernack, Option finance n° 177 du 11 juin 2012, p. 27.
6.	Quelles opportunités tirer des débats sur la notion d'établissement industriel en matière de taxe foncière et de CFE ?, par Vincent Berger et James du Pasquier, Option finance n° 177 du 11 juin 2012, pp. 32-33.
7.	TVA: Notion d'intermédiaire (CE, 26/03/2012, n° 323375, Sté Editions Atlas SAS), FR n° 29 du 8 juin 2012, § 1
8.	La sortie du régime SIIC : une sortie de route de l'administration ?, par Hervé Quéré, FR n° 29 du 8 juin 2012, § 16.
9.	Contribution économique territoriale : Dégrèvement transitoire pour écrêtements des pertes et dégrèvement temporaire de CFE : imprimés n° 1332-CET-SD et n° 1332-DET-CET-SD, FR n° 29 du 8 juin 2012, § 17.
10.	A prestations multiples, comptabilisation multiple ! Une offre de téléphonie mobile recèle de nombreuses subtilités comptables, FR Comptable n° 6 de juin 2012, § 1.
11.	Résultats de cession d'actifs immobilisés : La possibilité d'une comptabilisation en exploitation est confirmée par la CNCC, FR Comptable n° 6 de juin 2012, § 2.
12.	Contribution exceptionnelle de 5 % : Attention aux succursales pour le calcul du chiffre d'affaires !, FR Comptable n° 6 de juin 2012, § 3.

13.	Acquisition réalisée en plusieurs opérations : Un traitement comptable global des frais supportés n'est pas possible, FR Comptable n° 6 de juin 2012, § 4.
14.	Immeubles de placement : L'amortissement par composant est obligatoire dans les comptes sociaux, FR Comptable n° 6 de juin 2012, § 5.
15.	Réévaluation des immobilisations corporelles dans les comptes consolidés : Les immobilisations inscrites eu bilan du fait du retraitement des contrats de location-financement sont également concernées, FR Comptable n° 6 de juin 2012, § 10.
16.	Déclaration de soupçon à Tracfin : Levée du secret professionnel entre commissaires aux comptes et experts-comptables, FR Comptable n° 6 de juin 2012, § 11.
17.	Le mandat fiscal : Un mandat unique donné aux experts-comptables !, FR Comptable n° 6 de juin 2012, § 13.
18.	Nouvelles règles pour les acteurs du visa fiscal : Modernisation et harmonisation des dispositions qui ne suppriment pas toutes les divergences !, FR Comptable n° 6 de juin 2012, § 14.
19.	Fusions, scissions et apports partiels d'actifs : Nouveautés juridiques et fiscales : quelles incidences sur vos opérations de restructurations ?, par Anne-Lyse Blandin et Marie-Amélie Deysine, FR Comptable n° 6 de juin 2012, § 15.
20.	Une nouvelle réglementation pour les professionnels de l'expertise comptable : Une réécriture à droit constant ? pas vraiment !, par Florence Hauducoeur et Eric Ferdjallah-Cherel, FR Comptable n° 6 de juin 2012, § 16.
21.	Fiscalité financière, par Claire Acard, RDF n° 23 du 7 juin 2012, § 323.
22.	Le soupçon de fraude en matière fiscale, par Philippe Luppi, BF n° 6 de juin 2012, pp. 499-508.
23.	Transfert du domicile hors de France ("Exit tax"), BF n° 6 de juin 2012, § 623 à 628.
24.	Dispositif Dutreil "Transmission" : des commentaires bienvenus car longtemps attendus, BIM n° 5 de juin 2012, pp. 213-215.
25.	Taux réduit de TVA : travaux augmentant la surface de plancher de la construction, RF n° 3451 du 7 juin 2012, § 1.
26.	Remise en cause du caractère commercial d'une sous-location, RF n° 3451 du 7 juin 2012, § 2.
27.	Retraite à prestations définies : contribution due en cas de changement d'option, RF n° 3451 du 7 juin 2012, § 4.
28.	TVA: Droit au remboursement – Date de la perte de la qualité de redevable en cas de cessation d'activité (CE, 30/12/11, n° 323188, Sté Sodefra Finances), par Philippe Tournes, BGFE n° 2 de mai 2012, pp. 1-3.
29.	Option pour l'impôt sur les sociétés : la notification au centre de formalités des entreprises lors de la création de la société de personnes suffit si l'option est clairement exprimée (CE, 30/12/11, n° 342566, SARL Distribur), par

	Jean-Luc Pierre, BGFE n° 2 de mai 2012, p. 6.
30.	Donation-partage de titres ayant fait l'objet d'une plus-value placée en report d'imposition suivie de leur cession immédiate : donation non fictive (absence d'abus de droit) (CE, 30/12/11, n° 330940, Monte-Sauvaige), par Noël Chahid-Nouraï, BGFE n° 2 de mai 2012, pp. 7-8.
31.	La contestation des lois rétroactives par l'invocation de l'atteinte à un bien au sens de l'article 1er du premier protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'Homme (CE, 1er/02/12, n° 339387, Sté des logements modulaires), par Hervé Leherissel, BGFE n° 2 de mai 2012, pp. 9-10.
32.	Responsabilité de l'Etat du fait d'une doctrine administrative comportant une interprétation de la loi fiscale incompatible avec le droit de l'Union européenne (CE, 30/12/11, n° 313100, min. c/ Sté Aprochim), par Guillaume Goulard, BGFE n° 2 de mai 2012, pp. 11-12.
33.	De "bonnes lois", par Eric Pornin, Revue fiscale notariale n° 6 de juin 2012, § 6.
34.	Avis rendus par le Comité de l'abus de droit fiscal, Revue fiscale notariale n° 6 de juin 2012, § 81.
35.	Le pacte Dutreil pour optimiser la transmission de l'entreprise, par Henry Royal et Isabelle Royal, Revue fiscale notariale n° 6 de juin 2012, § 7.
36.	Politique fiscale, le changement, c'est maintenant !, par Léa Faulcon, Les Nouvelles fiscales n° 1092 du 15 juin 2012, p. 3.
37.	Rapport du comité de l'abus de droit fiscal pour l'année 2011, par Camille Jue-Mohr, Les Nouvelles fiscales n° 1092 du 15 juin 2012, pp. 4-7.
38.	Etats et territoires non coopératifs (ETNC) : définition – mesures de lutte contre la fraude et l'évasion fiscale, Les Nouvelles fiscales n° 1092 du 15 juin 2012, pp. 8-10.
39.	Apport partiel d'actif : participation assimilable à une branche complète d'activité (Arrêts CE Plénière 9 mai 2012 n° 342221 et n° 342222 Sté GBL ENERGY, dans l'actualité fiscale du 25/05/12), Les Nouvelles fiscales n° 1092 du 15 juin 2012, pp. 12-13.
40.	Report des déficits : commentaires des nouvelles dispositions, Les Nouvelles fiscales n° 1092 du 15 juin 2012, pp. 14-16.
41.	Retenue à la source sur les dividendes : conformité avec la libre circulation des capitaux (CE, avis, 10 mai 2012, n° 355897, M. et Mme Cantoni, en jurisprudence), Les Nouvelles fiscales n° 1092 du 15 juin 2012, pp. 20-21.
42.	Imposition des rémunérations en actions dans un contexte international : des précisions plus qu'attendues, par Rozenn Hamelet et Olivia Degaille, Les Nouvelles fiscales n° 1092 du 15 juin 2012, pp. 22-27.
43.	La retenue à la source sur les OPCVM étrangers mise en échec par le juge communautaire, par Frédérique Perrotin, Petites affiches n° 105 du 25 mai 2012, pp. 3-6.
44.	Les conséquences fiscales de la majorité fiscale, par Frédérique Perrotin, Petites affiches n° 103 du 23 mai 2012,

	pp. 3-5.
45.	La déductibilité des intérêts est-elle efficace pour les entreprises ?, Les Echos du 14 juin 2012.
46.	François Hollande, un protestant qui s'ignore, Les Echos du 14 juin 2012.
47.	Bercy veut taxer à la source tous les OPCVM, français et étrangers, par L. Robequain, Les Echos du 12 juin 2012.
48.	"Les Français vont payer pour des mesures idéologiques", Le Figaro du 14 juin 2012.
49.	Réforme de l'ISF dès juillet, répit pour la tranche à 75 %, Le Figaro du 14 juin 2012.
50.	La morale et le pragmatisme fiscal sont-ils compatibles ?, par JP. Delsol, Le Figaro du 11 juin 2012.
51.	L'étonnant coup de pouce fiscal à des fonctionnaires internationaux, par B. Cassel, Aujourd'hui en France du 11 juin 2012.
52.	Niches fiscales : les entreprises ne votent pas, mais elles savent se faire entendre, par I. Best, La Tribune du 8 juin 2012.
53.	Berlin adoptera une taxe Tobin pour l'Allemagne, par Romaric Godin, La Tribune du 8 juin 2012.
54.	Jean-Marc Ayrault révise à la baisse les ambitions fiscales du PS, par I. Best, La Tribune du 8 juin 2012.
55.	Taxer les entreprises : oui mais en les ménageant, par I. Best, La Tribune du 8 juin 2012.
56.	Recommandations pratiques pour le bon usage de la donation-cession, L'Agefi Actifs du 8 juin 2012.

## Jurisprudence

57.	Arrêt du CE du 30 mai 2012, n° 339203, Sté Heppner : Evènement rouvrant le délai de réclamation – Décision du Conseil d'Etat révélant la non-conformité d'une instruction au droit de l'UE (oui), RDF n° 23 du 7 juin 2012, § 252 et Site Légifrance. Document à télécharger
58.	Arrêt du CE du 23 décembre 2011, n° 338773, min. c/ Sté Maysam France, et conclusions d'E. Geffray : IS – Déclaration d'option pour le report en arrière des déficits jointe à une déclaration de résultat souscrite tardivement – Régularisation possible jusqu'à l'expiration du délai de réclamation (oui), RDF n° 23 du 7 juin 2012, § 324.
59.	Arrêt de la CAA de Versailles du 13 décembre 2011, n° 10VE03087, SA Neuflize OBC Investissements, venant aux droits de Sté OBC Asset Management, et note de P. Breton et de R. Maubert : TVA – Exonération des opérations de gestion de SICAV, RDF n° 23 du 7 juin 2012, § 328.
60.	Arrêt de la Cour de cassation du 17 janvier 2012, n° 10-28.599, Directeur des services fiscaux de Maine-et-Loire

	c/ Debernard, et note de M. Michel : Prescription abrégée – Prescription du délai de reprise de l'administration – La prescription de courte durée est-elle une mesure en trompe-l'œil en matière d'ISF ?, Revue fiscale notariale n° 6 de juin 2012, § 47.
61.	Avis du CE du 10 mai 2012, n° 355897, M. et Mme Cantoni : Retenue à la source sur les dividendes : conformité avec la libre circulation des capitaux, Site Légifrance. Document à télécharger
62.	Arrêt du CE 12 mars 2012 n° 342295, 8e et 3e ss., EURL Alci : La liquidation judiciaire de la société émettrice des titres est sans effet sur leur qualification, BF n° 6 de juin 2012, § 591.
63.	Arrêt du CE 28 mars 2012 n° 318830, 10e et 9e ss., min. c/ AFG : L'indemnité d'éviction payée par un marchand de biens est un élément du coût de revient de son stock, BF n° 6 de juin 2012, § 592.
64.	Arrêt de la CAA Paris 7 mars 2012 n° 10PA03688, 2e ch., SAS DPA Invest : Des conseils financiers fournis par un tiers à un gestionnaire d'OPCVM ne sont pas exonérés, BF n° 6 de juin 2012, § 604 et site Légifrance. Document à télécharger
65.	Arrêt de la CAA Versailles 14 juin 2011 n° 09VE02873, 3e ch., min. c/ Sté France Télécom venant aux droits de la Sté Wanadoo : Augmentation puis réduction de capital dissimulant une cession de titres : abus de droit, BF n° 6 de juin 2012, § 609 et site Légifrance. Document à télécharger
66.	Arrêt du CE 7 mars 2012 n° 335047, 3e et 8e ss., min. c/ Sté Alimentation générale du Mail: Régime de l'intégration fiscal - Même immatriculée après le 1er janvier, une société peut être immédiatement mère d'un groupe, BF n° 6 de juin 2012, § 610.
67.	Arrêt de la CAA Versailles 29 novembre 2011 n° 10VE00785, 1e ch., SA Otor : Non-application de l'« amendement Charasse » en cas de cession intragroupe, BF n° 6 de juin 2012, § 611.
68.	Arrêt de la CAA Versailles 29 novembre 2011 n° 10VE02229, 1e ch., Sté Heineken France : Fusions, scissions et apports partiels d'actif - Conséquences du régime spécial à l'égard de la société absorbante - Moins-value sur des titres reçus par apport : durée de détention calculée à compter de l'apport, BF n° 6 de juin 2012, § 613.
69.	Arrêt du CE QPC 28 mars 2012 n° 356227, 9e et 10e ss., Sarter : Le prélèvement forfaitaire libératoire sur les dividendes est conforme à la Constitution, BF n° 6 de juin 2012, § 617 et site Légifrance. Document à télécharger
70.	Arrêt de la CAA Paris 29 avril 2011 n° 09PA04168, 9e ch., Chatillon : La donation de titres assortie de la condition suspensive de leur vente est un abus de droit, BF n° 6 de juin 2012, § 620 et site Légifrance. Document à télécharger
71.	Arrêt du CE 28 mars 2012 n° 323412, 10e et 9e ss., Herlicq : Le remboursement d'une prime d'émission met fin au report d'imposition de la plus-value correspondante, BF n° 6 de juin 2012, § 621 et 622.
72.	Arrêt du CE 21 mars 2012 n° 340245, 9e et 10e ss., min. c/ SCI du 14 rue de la Ferme : Transfert d'un immeuble à une SCI française lors de la dissolution d'une société étrangère, BF n° 6 de juin 2012, § 630.
73.	Arrêt de la Cass. com. 21 février 2012 n° 11-11.397 (n° 264 F-PB), Sté Company Simis Services Ltd : L'autorisation de visite domiciliaire n'a pas à mentionner les conditions de désignation du JLD, BF n° 6 de juin

	2012, § 652 et site Légifrance. Document à télécharger
74.	Arrêt du CE 28 mars 2012 n° 320570, 10e et 9e ss., Vaillant: Seuls les associés d'une société de personnes à la clôture de l'exercice sont imposables, BF n° 6 de juin 2012, § 668 et site Légifrance. Document à télécharger
75.	Jugement du TA Montreuil 18 novembre 2011 n° 1005653, Griveau: Des revenus exonérés en droit interne ne peuvent pas être imposés sur le fondement d'une convention, BF n° 6 de juin 2012, § 669.
76.	Jugement du TA Grenoble 23 novembre 2011 n° 0605508, 4e ch., Sté Saint Etienne et A. : Suisse - Convention du 9 septembre 1966 - Plus-value immobilière : clause spécifique de non-discrimination inapplicable aux associés suisses d'une SCI, BF n° 6 de juin 2012, § 671.
77.	Arrêt de la Cass. com. 21 février 2012 n° 11-12.456 (n° 265 F-D), Sté Fimonas Immo : Taxe de 3 % due par la société dont l'actif immobilier est affecté à l'activité de loueur en meublé, BF n° 6 de juin 2012, § 674 et site Légifrance. Document à télécharger
78.	Arrêt de la Cass. com. 21 février 2012 n° 11-14.824 (n° 266 F-D), DSF Paris Ouest c/ Faurre : Biens entrant dans le champ d'application de l'ISF - Inclusion dans l'ISF de l'année N + 1 de la créance de jetons de présence relatifs à l'année N, BF n° 6 de juin 2012, § 675 et site Légifrance. Document à télécharger

## Législation française

79.	Réponse ministérielle n° 97715 à M. Marleix : Bons ou contrats de capitalisation et placements de même nature - Le rachat motivé par un licenciement n'est exonéré que si l'intéressé est toujours chômeur lors du rachat, BF n° 6 de juin 2012, § 618 et JO AN du 3 avril 2012, p. 2759. Document à télécharger
80.	Réponse ministérielle n° 120112 à M. Bussereau : Les produits du contrat dénoué après la fin de l'année suivant le licenciement ne sont pas exonérés, BF n° 6 de juin 2012, § 619 et JO AN du 27 mars 2012, p. 2587. Document à télécharger

#### Fiscalité internationale et communautaire